Un mois après sa nomination, Guillaume Larrivé quitte la direction de l’Office français de l’immigration et de l’intégration (OFII), regrettant l’abandon de « toute ambition de réduction de l’immigration par le gouvernement »

16/10/2025 à 17h34



Guillaume Larrivé

Auxerre, le 16 octobre 2025

Monsieur le Président de la République,

Par un décret du 5 septembre dernier, pris sur la proposition du ministre d'État, ministre de l'Intérieur, en application de l'article R. 121-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, vous m'avez nommé président du conseil d'administration de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) pour une durée de trois ans, c'est-à-dire jusqu'en septembre 2028.

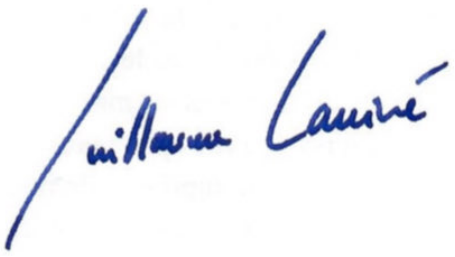
J'avais accepté cette mission gouvernementale afin de contribuer à réduire l'immigration et promouvoir l'assimilation, au service de notre Nation. Il s'agissait ainsi, à la tête de l'OFII, et avec le concours des agents remarquables qui y servent, de participer à la mise en œuvre de la politique lucidement définie et courageusement conduite, Place Beauvau, par M. Bruno Retailleau. Les premiers résultats que le ministre d'État avait su obtenir en quelques mois – dans un cadre juridique extrêmement contraint et malgré l'obstruction du Quai d'Orsay – étaient un encouragement à amplifier l'effort à ses côtés.

Il m'apparaît hélas, à l'écoute de la déclaration de politique générale prononcée par le nouveau Premier ministre, comme à la lecture du projet de loi de finances, que toute ambition de réduction de l'immigration est désormais abandonnée par le Gouvernement. Aucune rupture avec le carcan juridique et diplomatique qui empêche la France de réduire l'immigration ne sera décidée. Aucun effort opérationnel sérieux ne pourra être engagé pour baisser drastiquement le nombre de visas et augmenter significativement celui des expulsions. Aucune réforme rigoureuse (AME, conditionnalité des aides sociales…) ne sera conduite. Par conséquent, le chaos migratoire ne fera que s'amplifier, pour le malheur des Françaises et des Français – mais aussi au détriment des ressortissants étrangers qui souhaitent sincèrement participer à notre projet national, en respectant nos lois, en chérissant notre Histoire et en démontrant leur assimilation à notre Nation.

Comme citoyen français, je le regrette vivement. Et je ne saurais me faire le complice d'une politique que je désapprouve, en acceptant passivement d'obéir à des choix qui me paraissent profondément contraires à l'intérêt national. Il me faut donc reprendre mon entière liberté. C'est la raison pour laquelle j'ai l'honneur de vous présenter ma démission de la présidence de l'Office français de l'immigration et de l'intégration.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma haute considération.

Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République
Palais de l'Élysée
55, rue du Faubourg Saint Honoré
75008 PARIS



X

INFO LE FIGARO – L’ancien parlementaire LR de l’Yonne avait succédé à Rémy Schwartz à la tête du conseil d’administration de cette institution chargée de l’accueil et de l’intégration des étrangers en France.

Un mois seulement après son arrivée à la tête du conseil d’administration de l’Office français de l’immigration et de l’intégration (OFII), l’ancien député LR Guillaume Larrivé a annoncé dans un courrier adressé à l’Élysée ce 16 octobre sa démission, regrettant l’abandon de «toute ambition de réduction de l’immigration (…) par le gouvernement.»

[…]

Le Figaro